

Pendant son séjour à Ottawa, M^{me} Knudsen, qui préside actuellement l'Association européenne de libre-échange (AELE), rencontrera M. MacLaren et des hauts fonctionnaires. Les discussions porteront sur le renforcement des liens économiques et commerciaux bilatéraux et sur le resserrement de la coopération dans le contexte de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et d'autres instances internationales. « La Norvège est notre plus important marché d'exportation dans les États nordiques. Nos relations commerciales, aussi solides soient-elles, peuvent être davantage développées », a déclaré M. MacLaren.

Le Canada accueille le secrétaire général de L'OEA

Le 16 février 1995, n° 28

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé que le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), M. César Gaviria, sera au Canada le 20 février pour une visite d'une journée. « Le Canada est un membre actif de l'OEA et accorde une grande importance aux relations avec ses partenaires de cet organisme, a déclaré M. Ouellet. La visite de M. Gaviria arrive à point nommé puisqu'elle nous permettra de discuter en détail des résultats du récent Sommet des Amériques, des objectifs du Canada dans la région et des mesures à prendre pour mieux adapter l'OEA aux besoins changeants de la région et de ses membres.»

DISCOURS

Le Canada attache une grande valeur à sa relation commerciale avec les Philippines. En 1993, nos échanges bilatéraux se chiffraient à 578 millions de dollars, et ils se sont accrus d'environ 15 p. 100 par année depuis les deux ou trois dernières années. Les importations philippines au Canada sont deux fois plus importantes que nos exportations mais ce ratio ne reflète pas toute la réalité puisque les données de Statistique Canada n'englobent pas les transbordements via les États-Unis. De plus, nos ventes significatives de services ne figurent pas dans les statistiques sur les exportations. Il reste toutefois que les Canadiens doivent trouver de nouveaux marchés, et les occasions sont fort nombreuses d'accroître notre activité économique aux Philippines. Maintenant plus que jamais, les portes du marché philippin sont grandes ouvertes et le Canada a d'excellents produits et services à offrir. Dans le cadre de ses réformes fondamentales, le président Ramos a libéralisé le marché des services financiers jusque-là très protégé et l'a ouvert aux nouveaux investisseurs. Et il a multiplié les occasions pour les investisseurs déjà sur place.

Notes pour une allocution de l'honorable Raymond Chan, secrétaire d'État (Asie-Pacifique), devant le Conseil du commerce Philippines-Canada à Vancouver (Colombie-Britannique), le 11 février 1995, 95/11.

DÉFENSE NATIONALE

Le Canada déploiera des troupes en Haïti

Le 17 février 1995, NR-95.006

Le Canada déploiera un contingent de 500 soldats de la paix en Haïti à la suite d'une demande faite à cet effet par l'Organisation des Nations Unies. Pendant six mois, ce contingent fera partie de la Mission élargie des Nations Unies en Haïti (MINUHA). Le déploiement commencera la semaine prochaine et l'on s'attend à ce que tous les éléments soient en place à la fin du mois de mars. Le contingent canadien, commandé par le colonel E.A. (Rick) Findley, sera formé de spécialistes du génie, de l'aviation, des transports et du soutien administratif venant principalement de diverses bases du Commandement aérien au Canada. Ces militaires verront à maintenir un climat de stabilité en fournissant à la MINUHA des ressources en matière de logistique et de génie construction.

Le commandant du Secteur du Centre de la Force terrestre relevé de ses fonctions

le 13 février 1995, NR-95.005

Le Chef d'état-major de la Défense (CEMD), le général John de Chastelain, a relevé de ses fonctions le commandant du Secteur du Centre de la Force terrestre, le major-général Brian Vernon. Cette mesure entre en vigueur midi le 13 février. Le CEMD a souligné que le rapport préliminaire soumis par le major-général Vernon portant sur la bande vidéo ayant trait aux rites initiatiques des membres du 1er Commando du Régiment aéroporté "contenait des inexactitudes et des informations trompeuses qui l'ont amené à renseigner de façon inadéquate le ministre de la Défense nationale. Je tiens le major-général Vernon entièrement responsable de ses actes".

FINANCES

Budget 1995-Ligne d'information sans frais

le 22 février 1995, 95-017

Le lundi 27 février 1995, le ministère des Finances mettra une ligne téléphonique nationale à la disposition des Canadiens et Canadiennes qui veulent obtenir sans frais des renseignements ou des documents concernant le Budget fédéral 1995. La ligne téléphonique bilingue sera en opération le jour du budget, le lundi 27 février, de 18h00 à 22h00 HNE. Elle sera par la suite en opération du lundi au vendredi de 8h00 à 22h00 HNE. Les numéros sans frais sont: 1-800-395-3008 ou 1-800-465-7735.

Le succès qu'a connu le Plan national permet de majorer la taxe sur la taxe d'accise

le 17 février 1995, 95-016

Le ministre des Finances, Paul Martin, a pris des mesures permettant d'augmenter les taxes d'accise sur les produits du tabac à compter du 18 février 1995. Dans un Avis de motion des voies et moyens déposé aux Communes, le gouvernement propose de modifier la Loi sur la taxe d'accise, majorant de \$0.60 la cartouche de 200 cigarettes la taxe d'accise fédérale imposée sur les cigarettes vendues au Québec et en Ontario [...] Les modifications proposées engendreront une hausse de \$65 millions des recettes fédérales au cours d'un exercice financier complet.

Le ministre des finances du Canada étonné de la mesure annoncée par Moody's avant le budget

le 16 février 1995, 95-015

Le ministre des Finances, Paul Martin, s'est dit étonné de la décision prise par la firme Moody's de placer la dette du Canada sous examen peu avant la présentation d'un budget fédéral. «Le gouvernement est conscient du fait que des mesures financières vigoureuses s'imposent» a affirmé le ministre. «Nous allons prendre des mesures fondamentales dans le budget qui nous permettront d'atteindre nos objectifs financiers et de stabiliser le ratio de la dette au PIB. Nous y parviendrons essentiellement en réduisant nos dépenses et en sec basant sur des hypothèses économiques prudentes [...] Je suis confiant que le budget répondra aux préoccupations exprimées par les marchés financiers», a précisé le ministre. «Nous allons résoudre ce problème une fois pour toutes.»

À VENIR :

23-24 février :

Visite du président des États-Unis à Ottawa

6-12 mars :

Sommet mondial pour le développement social (Copenhague)